

30

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ
« ÉLECTRICITÉ DE BEYROUTH »

(FRANCE c. LIBAN)

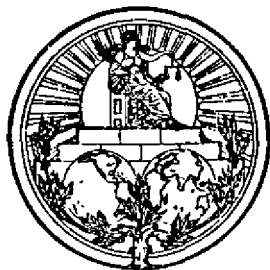
1954

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

“ÉLECTRICITÉ DE BEYROUTH”
COMPANY CASE

(FRANCE *v.* LEBANON)



Tous droits réservés par la
Cour internationale de Justice
All rights reserved by the
International Court of Justice

Le présent volume doit être cité comme suit :
« C. I. J. Mémoires, *Affaire de la Société « Électricité de Beyrouth »*
(France c. Liban) »

This volume should be quoted as:
"I.C.J. Pleadings, "*Électricité de Beyrouth*" *Company case*
(France v. Lebanon)"

N° de vente : 160 Sales number
--

AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ « ÉLECTRICITÉ DE BEYROUTH »
(FRANCE c. LIBAN)

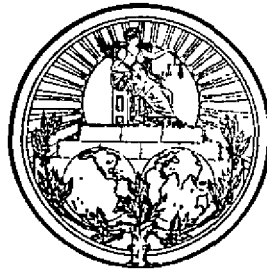
“ÉLECTRICITÉ DE BEYROUTH” COMPANY CASE
(FRANCE *v.* LEBANON)

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

AFFAIRE DE LA SOCIÉTÉ
« ÉLECTRICITÉ DE BEYROUTH »
(FRANCE c. LIBAN)

ORDONNANCE DU 29 JUILLET 1954: RADIATION DU RÔLE

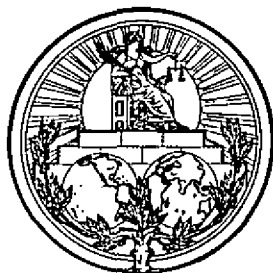


INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

“ÉLECTRICITÉ DE BEYROUTH”
COMPANY CASE
(FRANCE *v.* LEBANON)

ORDER OF JULY 29th, 1954: REMOVAL FROM THE LIST



PREMIÈRE PARTIE

REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE
ET PIÈCES DE LA PROCÉDURE ÉCRITE

PART I

APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS
AND PLEADINGS

III. — REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Août 1953

A Monsieur le Président,
A Messieurs les Juges de la Cour internationale de Justice,

Le soussigné, dûment autorisé par le Gouvernement de la République française, élisant domicile au siège de l'ambassade de France à La Haye,

Vu l'article 36, alinéa 1, du Statut de la Cour,

Vu l'article 23 de l'accord du 24 janvier 1948 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise,

Vu l'article 40, alinéa 1, du Statut de la Cour,

A l'honneur de vous adresser la requête suivante :

Le 24 janvier 1948, le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise ont conclu un accord afin d'aménager l'accord conclu entre eux le 25 janvier 1944, et dénoncé par le Gouvernement français, et de régler à la fois l'ensemble des problèmes financiers résultant de la liquidation du passé et leurs relations monétaires et financières pour l'avenir. L'échange des ratifications ayant eu lieu le 15 février 1949, l'accord est entré en vigueur le 16 février 1949 (*Journal officiel de la République française*, 14-15 mars 1949, p. 2651).

L'article 23 de ce traité déclare : « Les H. P. C. conviennent que les différends que pourrait soulever l'application du présent accord ou de ses annexes seront, à la requête de la partie intéressée, soumis à l'arbitrage de la Cour de Justice internationale. »

L'accord du 24 janvier 1948 comporte, parmi les obligations assumées par chacune des Parties contractantes, un engagement du Gouvernement libanais inscrit dans la lettre annexe n° 12 à l'accord, relativement aux concessions des sociétés françaises ou à capital français au Liban :

« Le Gouvernement libanais considérant qu'en raison de la fin du mandat et de la proclamation de l'indépendance libanaise, il peut y avoir intérêt à apporter certains aménagements aux actes et annexes qui régissent les concessions des sociétés

III.—APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS
ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF THE
FRENCH REPUBLIC

[*Translation by the Registry*]

August 1953.

To the President,
And Members of the International Court of Justice,

I, the undersigned, duly authorized by the Government of the French Republic, selecting as address for service the French Embassy at The Hague,

Having regard to Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court,

Having regard to Article 23 of the Agreement of January 24th, 1948, between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic,

Having regard to Article 40, paragraph 1, of the Statute of the Court,

Have the honour to address to you the following Application :

On January 24th, 1948, the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Lebanon concluded an Agreement for the purpose of modifying the Agreement which had been concluded between them on January 25th, 1944, and which had been denounced by the French Government, and for the purpose of settling all the financial problems resulting from the liquidation of the past and, at the same time, their monetary and financial relations for the future. Ratifications having been exchanged on February 15th, 1949, the Agreement entered into force on February 16th, 1949 (*Journal officiel de la République française*, March 14th-15th, 1949, p. 2651).

Article 23 of this Treaty provides : "The High Contracting Parties agree that any disputes which may arise from the application of the present Agreement or of its Annexes shall, at the request of the Party concerned, be submitted for arbitration by the Court of International Justice."

The Agreement of January 24th, 1948, includes, among the obligations assumed by each of the Contracting Parties, an undertaking by the Lebanese Government, contained in the letter appearing as Annex No. 12 to the Agreement, with regard to concessions of French companies and companies with French capital in Lebanon :

"The Lebanese Government, considering that by reason of the termination of the Mandate and the proclamation of Lebanese independence, it may be desirable to effect certain modifications in the instruments and annexes governing the

françaises ou à capital français exerçant sur son territoire, ainsi qu'aux textes qui en précisent les modalités d'application, se propose d'entamer des conversations avec chacune de ces sociétés dans l'esprit des pourparlers déjà engagés à cet effet.

Ces conversations auront pour objet de rechercher de façon contractuelle et dans le cadre de la législation actuellement existante une solution de nature à permettre au Gouvernement libanais de soumettre à l'approbation du Parlement les aménagements dont il s'agit.

Jusqu'à la mise en application de ces aménagements, les actes, annexes et textes qui régissaient les concessions de ces sociétés au 1^{er} janvier 1944 demeureront en vigueur.

Le présent *modus vivendi* est lié aux diverses dispositions de l'accord en date de ce jour. »

C'est à la suite de violations des engagements pris par le Gouvernement libanais à son égard dans cette annexe 12 que le Gouvernement de la République française est amené, en se fondant sur l'article 23 du traité du 24 janvier 1948, à saisir la Cour internationale de Justice de la présente requête.

La Société Électricité de Beyrouth est une société anonyme française dont le siège social est à Paris, 7, boulevard de la Madeleine, constituée le 3 janvier 1923 pour une durée de 99 ans et dont l'objet social est l'étude, l'établissement et l'exploitation de services publics tels que les transports, la distribution d'éclairage et force motrice. La Société est titulaire de cinq concessions au Liban dont quatre intéressent la présente requête :

- 1) Concession pour la distribution de l'énergie électrique pour tous usages dans la ville de Beyrouth et sa banlieue.
- 2) Concession pour la construction et l'exploitation d'un réseau de distribution d'énergie électrique haute tension dans la ville de Beyrouth et un périmètre autour de Beyrouth.
- 3) Concession pour l'établissement et l'exploitation d'une usine hydro-électrique sur le Nahr-el-Safa.
- 4) Concession pour la distribution de l'énergie électrique dans certains villages du Liban.

Ces diverses concessions rentrent dans la catégorie d'actes visés par la lettre annexe n° 12 à l'accord franco-libanais du 24 janvier 1948, texte cité ci-dessus, qui prévoit que tous aménagements à apporter aux concessions des sociétés françaises ou à capitaux français devront se faire par la voie contractuelle et que, « jusqu'à la mise en application de ces aménagements, les actes annexes et

concessions of French companies and companies with French capital operating upon its territory, and in the texts defining the manner in which they should be applied, proposes to initiate conversations with each of the companies concerned in the spirit of the discussions already held to this end.

The purpose of these conversations will be to arrive at a solution, in a contractual manner and within the framework of the existing law, such as to enable the Lebanese Government to submit the modifications in question for the approval of Parliament.

Until the putting into effect of these modifications, the instruments, annexes and texts which governed the concessions of these companies on January 1st, 1944, will remain in force.

The present *modus vivendi* is to be read with the various provisions of the Agreement of to-day's date¹."

As the result of breaches of the undertakings subscribed to by the Lebanese Government in favour of the Government of the French Republic, in the said Annex No. 12, the latter Government, on the basis of Article 23 of the Treaty of January 24th, 1948, is led to seise the International Court of Justice of the present Application.

The Société Électricité de Beyrouth is a French limited company with its Head Office at 7, Boulevard de la Madeleine in Paris. It was incorporated on January 3rd, 1923, for a period of 99 years, and its objects are the study, establishment and exploitation of public services such as transport, lighting and power. The Company is the holder of five concessions in Lebanon, of which the present Application is concerned with four :

- (1) Concession for the distribution of electrical energy for all purposes in the town of Beirut and its surrounding district.
- (2) Concession for the construction and exploitation of high tension electrical energy mains for the town of Beirut and within a perimeter around Beirut.
- (3) Concession for the establishment and exploitation of a hydro-electric factory on the Nahr-El-Safa.
- (4) Concession for the distribution of electrical energy in certain villages of Lebanon.

These various concessions fall within the category of instruments referred to in the letter, Annex No. 12, to the Franco-Lebanese Agreement of January 24th, 1948, cited above, which provides that any modifications to be effected in the concessions of French companies and companies with French capital should be effected in a contractual manner and that "until the putting into effect of these

¹ Translation by the Registry.

textes qui régissaient les concessions de ces sociétés au 1^{er} janvier 1944 demeureront en vigueur ».

Au lieu de procéder, comme il y est tenu par l'accord du 24 janvier 1948, à l'aménagement par la voie contractuelle des quatre concessions de la Société Électricité de Beyrouth, le Gouvernement libanais a procédé de manière unilatérale et décidé, comme terme d'une série de mesures contraires aux cahiers des charges des concessions, la mise en régie provisoire par des arrêtés des 19 mars et 4 avril 1953 des concessions d'électricité de la Société.

L'histoire des violations par le Liban de l'accord franco-libanais du 24 janvier 1948 remonte à la fin de l'année 1951. A cette époque, sous certaines pressions, une campagne fut déclenchée pour obtenir la réduction des tarifs de vente de l'électricité, allant jusqu'à un refus collectif des usagers de payer les taxes correspondant à leur consommation d'électricité : le mouvement était d'autant moins compréhensible que la Société était loin d'appliquer les tarifs maxima autorisés par les cahiers des charges de ses concessions, que ses tarifs étaient inférieurs à ceux de nombreuses villes d'importance comparable et que, au surplus, les tarifs généraux d'application avaient été formellement approuvés par l'autorité concédante et homologués par le service de contrôle en 1943.

D'après le cahier des charges du 4 juin 1925, article 13 (concession 1), la Société reste libre de relever certains prix réduits qu'elle consent à des catégories spéciales d'usagers, à condition de rester dans la limite des tarifs généraux homologués. Cependant, alors que la liberté pour la Société de relever les prix de vente réduits n'avait jamais été contestée par l'autorité concédante, le service du contrôle s'y opposa pour la première fois en 1950. La Société offrit de faire trancher le litige, par les voies de droit prévues au cahier des charges, sans recevoir de réponse. Par contre, le Gouvernement libanais laissa s'accréditer l'opinion que la Société contrevenait à ses actes concessionnels. Aussi la campagne publique contre les tarifs d'électricité se développa jusqu'à une invitation au public de refuser le paiement de l'électricité.

Il dépendait du Gouvernement libanais de mettre son concessionnaire à même de résister à cette pression ; loin de le faire, le Gouvernement libanais ne permit pas à la Société d'user de son droit élémentaire de couper le courant en cas de non-paiement. La grève des paiements prit naturellement de l'ampleur, et dès janvier 1952, 50% des quittances ne sont pas payées.

La Société avait, par lettres des 4 février et 4 mars 1952, pris acte du refus du Gouvernement libanais de rétablir l'ordre et de mettre son concessionnaire à même de remplir son service et

modifications, the instruments, annexes and texts which governed the concessions of these companies on January 1st, 1944, will remain in force".

Instead of seeking to secure modifications of the four concessions of the Société Électricité de Beyrouth in a contractual manner, as it was bound to do by the terms of the Agreement of January 24th, 1948, the Lebanese Government acted unilaterally and, as a final step in a series of measures contrary to the General Conditions [*Cahiers des Charges*] of the concessions, decided to put the Company's electricity concessions under provisional State control by decrees of March 19th and April 4th, 1953.

The history of the Lebanese breaches of the Franco-Lebanese Agreement of January 24th, 1948, goes back to the end of the year 1951. At that time, as the result of certain pressure, a campaign was started with the object of securing a reduction of the charges for electricity, which went as far as a collective refusal of consumers to pay the rates corresponding to their consumption of electricity: this movement was all the more difficult to understand in that the Company was far from applying the maximum rates authorized by the General Conditions of its concessions, that its rates were lower than those of many towns of comparable size and that, furthermore, the general rates applied had been formally approved by the authority granting the concession, and confirmed by the *Service de contrôle* in 1943.

According to the General Conditions of June 4th, 1925, Article 13 (Concession 1), the Company retained liberty to raise certain reduced charges which it allowed to certain special categories of consumers, provided that the charges did not exceed the general rates which had been confirmed. However, whereas the Company's right to raise the reduced rates had never been challenged by the authority granting the concessions, the *Service de contrôle* objected to it for the first time in 1950. The Company offered to allow the dispute to be settled by the legal means provided for in the General Conditions, but its offer remained unanswered. The Lebanese Government, on the other hand, allowed the opinion to become current that the Company was in breach of the concessionary instruments. Accordingly, the public campaign against the electricity rates developed into an invitation to the general public to refuse to pay for electricity.

It was for the Lebanese Government to put its concessionnaire in a position to resist this pressure; far from doing so, the Lebanese Government refused to permit the Company to exercise its elementary right of cutting off the current in cases of non-payment. The consumers' strike naturally developed and by January 1952, 50% of the accounts were not paid.

By letters of February 4th and March 4th, 1952, the Company took note of the refusal of the Lebanese Government to restore order and to put its concessionnaire in a position to perform the

indiqué que, si elle devait s'incliner devant des réductions de tarifs imposées d'autorité, elle réclamerait les compensations dues pour ces atteintes à ses droits.

Le Gouvernement libanais décida de faire procéder à une enquête par deux experts hollandais. Après avoir reconnu que « les tarifs sont basés sur des principes économiques sains et peuvent satisfaire aux besoins de la clientèle », les experts préconisèrent, pour apaiser les troubles, une légère réduction pour les seuls usagers dont la consommation ne dépassait pas 20 kwh. par mois, « sans changer les autres tarifs ». Mais ces recommandations ne furent pas suivies par le Gouvernement libanais, qui accepta les revendications des comités de grève des usagers et promulgua un décret n° 8904 du 10 juillet 1952, complété par des décrets n° 9228 du 19 août 1952 et n° 9379 du 5 septembre 1952.

Le décret n° 8904 abaisse tous les tarifs généraux d'application de 21 piastres libanaises à 16,50 pour l'éclairage, de 13,25 à 10,25 pour la force motrice basse tension et de 13,25 à 8,25 pour la force motrice haute tension ; les prix de vente réduits pour certains usages domestiques passaient pour la dernière tranche de 8 piastres à 6,50 en faisant de ce prix un véritable tarif général. Le nombre des bénéficiaires des prix réduits passait de 8.000 à 48.000 ; la réduction avait, en plus, effet rétroactif au 1^{er} janvier 1952.

Ces mesures discrétionnaires rompaient l'équilibre financier de la concession et, si le Gouvernement libanais les avait jugées nécessaires pour rétablir l'ordre, elles devaient entraîner indemnisation. Mais les négociations entamées par la Société pour obtenir le rétablissement de l'équilibre financier de ses concessions ne purent aboutir. Les nouveaux décrets n° 9228 du 19 août 1952 et n° 9379 du 5 septembre 1952 du Gouvernement libanais fixant les nouveaux tarifs pour les industriels soulèvent de nouvelles protestations devant lesquelles le Gouvernement cède et enjoint à la Société de ne pas percevoir les tarifs réduits qu'il vient lui-même d'édicter, mais seulement un acompte de 5 piastres par kwh. « sur la quantité de consommation ancienne et future jusqu'à ce que le Conseil des Ministres décide de ce qui convient de faire » (lettre du ministre des Travaux publics à la Société n° 2380 du 17 novembre 1952).

En réponse aux réclamations de la Société, le ministre des Travaux publics écrit, le 1^{er} décembre 1952 : « En ce qui concerne vos deux lettres des 22 juillet et 29 octobre 1952, les questions qui y sont soulevées sont actuellement discutées par le Conseil des Ministres qui vous invitera prochainement à entamer des négociations avec lui pour fixer les nouvelles bases qui feront l'objet d'un accord avec votre Société et engloberont toutes les questions qui sont encore en suspens et qui concernent le financement des nouveaux moyens de production de l'énergie électrique, les tarifs de vente de l'électricité et la question de l'exploitation. »

service in question and it indicated that if it were obliged to accept the reductions of the rates imposed by authority, it would claim the reparation due for these infringements of its rights.

The Lebanese Government decided to request two Dutch experts to undertake an enquiry. After recognizing that "the rates are based on sound economic principles and can satisfy the needs of the consumers", the experts recommended, in order to restore calm, a slight reduction for those consumers only who did not use more than 20 kwh. per month, "without changing the other rates". But these recommendations were not carried out by the Lebanese Government, which complied with the demands of the Consumers' Strike Committees and issued Decree No. 8904 on July 10th, 1952, supplemented by Decrees No. 9228 of August 19th, 1952, and No. 9379 of September 5th, 1952.

Decree No. 8904 lowers all applicable general rates from 21 Lebanese piastres to 16.50 for lighting, from 13.25 to 10.25 for low tension power and from 13.25 to 8.25 for high tension power; the reduced rates for certain domestic uses were altered for all consumption above a certain level from 8 piastres to 6.50, this rate becoming a true flat rate. The number of consumers benefitting from the reduced prices was increased from 8000 to 48,000; furthermore, the reduction was made retroactive to January 1st, 1952.

These arbitrary measures upset the financial equilibrium of the concession and, if the Lebanese Government had deemed them necessary in order to restore order, they ought to have involved compensation. But the negotiations entered into by the Company to obtain the re-establishment of the financial equilibrium of its concessions did not succeed. The new decrees, No. 9228 of August 19th, 1952, and No. 9379 of September 5th, 1952, issued by the Lebanese Government, fixing new rates for industrial consumers, gave rise to fresh protests in face of which the Government yielded and enjoined the Company not to collect the reduced rates which it itself had just decreed but only a payment on account of 5 piastres per kwh. "on the amount consumed in the past and in the future until the Council of Ministers should have decided what ought to be done" (letter from the Minister of Public Works to the Company, No. 2380, of November 17th, 1952).

In reply to the Company's demands, the Minister of Public Works wrote as follows on December 1st, 1952: "As regards your two letters of July 22nd and October 29th, 1952, the questions raised therein are at present being discussed by the Council of Ministers which will shortly invite you to enter into negotiations with it in order to fix new bases which will be the subject of an agreement with your Company and will include all questions still outstanding concerning the financing of new means for producing electrical power, electricity rates and the question of exploitation."

Ainsi, à la date du 1^{er} décembre 1952, le Gouvernement libanais reconnaissait encore l'obligation que lui fait la lettre annexe n° 12 à l'accord du 24 janvier 1948 de négocier avec la Société tous aménagements qu'il désire apporter aux concessions. Dans cette même lettre du 1^{er} décembre 1952, le Gouvernement libanais reconnaissait d'ailleurs le mérite de l'effort financier et constructif de la Société au cours de l'année 1952. Mais de ces témoignages aux actes le pas ne fut pas franchi, et la Société dut, le 23 février 1953, attirer l'attention du Gouvernement libanais sur la gravité de la situation, les décrets n'étant pas respectés par les industriels, les administrations publiques s'abstenant depuis plus d'un an d'acquitter le prix de leur consommation de courant. Sans réponse utile du Gouvernement, la Société, par lettre du 2 mars 1953, demanda en application de ses cahiers des charges l'arbitrage des questions faisant l'objet du différend avec le Gouvernement libanais (article 39 concession du 4 juin 1925, article 32 concession du 26 août 1925, article 28 avenant du 23 mai 1929). Chacun de ces cahiers des charges prévoit que le concessionnaire a le droit de soumettre les contestations avec l'administration au sujet de l'exécution et de l'interprétation des clauses du cahier des charges à une commission d'arbitrage.

Le 19 mars 1953, le Gouvernement libanais prononce par arrêté la mise en régie provisoire, aux frais, sous la responsabilité et pour le compte de la Société, de la concession de production de l'énergie électrique de Beyrouth et désigne deux séquestres. Ceux-ci s'emparèrent des bureaux et des archives de la Société et expulsèrent, par la force, de son bureau le représentant de la Société à Beyrouth.

Le 4 avril 1953 un nouvel arrêté étend la mise sous séquestre à toutes les concessions d'électricité de la Société.

La Société a protesté contre cette mise en régie provisoire décidée en violation des dispositions des cahiers des charges et renouvelé sa demande d'arbitrage. Il ne lui fut jamais répondu. Toutes les difficultés de la Société, retracées dans la présente requête, y compris la mise en régie provisoire, concernent l'exécution des cahiers des charges et l'interprétation des droits du concessionnaire et relèvent de l'arbitrage. La réduction autoritaire par le Gouvernement libanais des tarifs est une violation des droits reconnus à la Société par les cahiers des charges. Il n'est pas de pays où le droit du concédant de modifier dans l'intérêt général les conditions d'exploitation d'un service public ne soit assorti d'une obligation d'indemniser le concessionnaire du préjudice résultant des modifications aux clauses financières du contrat de concession. La jurisprudence administrative au Liban en cette matière est la même que celle du Conseil d'État français.

Thus, on December 1st, 1952, the Lebanese Government still recognized its obligation under the letter annexed as No. 12 to the Agreement of January 24th, 1948, to negotiate with the Company in respect of any modifications it wished to make in the concessions. In the same letter of December 1st, 1952, the Lebanese Government also recognized the merit of the financial and constructional record of the Company during the year 1952. But these words were not translated into action, and on February 23rd, 1953, the Company was obliged to draw the attention of the Lebanese Government to the gravity of the situation since the decrees had not been respected by industrialists and since public offices for more than a year had refrained from paying for the current they had consumed. Having received no practical reply from the Government, the Company, by a letter dated March 2nd, 1953, requested arbitration, in pursuance of its General Conditions, of the questions which were the subject of dispute with the Lebanese Government (Article 39, Concession of June 4th, 1925 ; Article 32, Concession of August 26th, 1925 ; Article 28, additional clause, of May 23rd, 1929). The General Conditions in each case provide that the concessionnaire is entitled to refer its disputes with the Administration concerning the execution or interpretation of the clauses of the General Conditions to an arbitration commission.

On March 19th, 1953, the Lebanese Government issued a Decree enacting that the concession for the production of electrical power in Beirut should be brought provisionally under State control, at the expense, under the responsibility and on behalf of the Company, and appointing two receivers. The latter took possession of the offices and archives of the Company and expelled the Company's representative in Beirut from his office by force.

On April 4th, 1953, a further Decree extended the receivership to all the Company's electricity concessions.

The Company protested against this provisional bringing under State control, which had been decided upon in violation of the provisions of the General Conditions and renewed its request for arbitration. No reply was ever received. All the Company's difficulties, which have been recited in this Application, including the provisional placing under State control, concern the application of the General Conditions and the interpretation of the rights of the concessionnaire and are a proper subject-matter for arbitration. The arbitrary reduction of the rates by the Lebanese Government is a violation of the rights which the Company holds under the General Conditions. There exists no country where the right of the authority granting the concession to modify, in the general interest, the conditions of exploitation of a public utility is not accompanied by an obligation to compensate the concessionnaire for the damage resulting from modifications of the financial clauses of a concessionary contract. Administrative case

Avec le refus du Gouvernement libanais d'accepter l'arbitrage auquel il est tenu par les cahiers des charges, nous trouvons une dernière violation des engagements assumés par le Gouvernement libanais dans la lettre annexe n° 12 à l'accord du 24 janvier 1948, violation qui couronne l'ensemble de mesures contraires aux actes de concession énumérées ci-dessus. La Société se voit dénier le juge auquel lui donne droit son contrat.

Naturellement préoccupé de la situation où se trouvait réduit son ressortissant, le Gouvernement de la République française a rappelé à diverses reprises au Gouvernement libanais les obligations qui incombent à ce dernier du fait de l'accord du 24 janvier 1948. Des démarches ont été faites par la voie diplomatique pour tenter d'éviter qu'un différend sérieux ne soit créé entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République libanaise, mais ces démarches sont demeurées sans succès (mémoire remis par l'ambassadeur de France au Liban le 18 mars 1953, notes de l'ambassade en date du 21 mars et du 24 mars 1953, notes du ministère des Affaires étrangères de la République française remises à l'ambassade du Liban à Paris le 24 mars 1953 et le 16 mai 1953).

Le Gouvernement de la République française a décidé d'appuyer la Société Électricité de Beyrouth dans la défense de ses droits de concessionnaire au Liban, formellement reconnus dans des traités internationaux conclus par cet État, et d'obtenir du Gouvernement libanais le respect des engagements pris vis-à-vis du Gouvernement de la République française dans l'accord du 24 janvier 1948. Les atteintes au contrat de concession de la Société Électricité de Beyrouth et le déni de justice qui résulte du refus du Gouvernement du Liban d'accepter l'arbitrage prévu par les cahiers des charges sont, en raison des engagements conventionnels cités dans la présente requête, des violations du droit international dont le Gouvernement de la République libanaise doit supporter la responsabilité. Le Gouvernement de la République française demande le respect des règles du droit international applicables à la situation de son ressortissant telle qu'elle a été exposée et la réparation dans les formes adéquates des manquements au respect de ces règles.

Ayant vainement eu recours à la négociation diplomatique sur tous les points précédents, le Gouvernement de la République française a décidé de porter son différend avec le Gouvernement de la République libanaise devant la Cour internationale de Justice.

En conséquence, et sous réserve de tous mémoires, contre-mémoires et, en général, de tous moyens et preuves à présenter ultérieurement à la Cour, sous réserve d'une demande ultérieure de mesures conservatoires conformément à l'article 41 du Statut de la Cour,

law in Lebanon on the subject is the same as that of the French Conseil d'État.

The refusal of the Lebanese Government to accept arbitration, as it is bound to do under the General Conditions, constitutes a further violation of the obligations it assumed in letter No. 12 annexed to the Agreement of January 24th, 1948, and this violation constitutes a culminating point of all the measures which it has taken in contravention of the Instruments of Concession, as recited above. The Company is now denied recourse to the tribunal to which it is entitled under its contract.

Being naturally concerned with the situation in which its national found itself, the Government of the French Republic has on several occasions reminded the Lebanese Government of its obligations under the Agreement of January 24th, 1948. Representations were made through diplomatic channels with a view to avoiding a serious dispute between the Government of the French Republic and the Government of the Lebanese Republic, but these representations were of no avail (memorandum handed by the French Ambassador to Lebanon on March 18th, 1953, notes from the Embassy of March 21st and March 24th, 1953, notes from the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic handed to the Lebanese Embassy in Paris on March 24th, 1953, and May 16th, 1953).

The Government of the French Republic has decided to support the Société Électricité de Beyrouth in the defence of its rights as a concessionnaire in Lebanon, rights which have been formally recognized in international treaties concluded by that State, and to secure respect by the Lebanese Government of its obligations towards the Government of the French Republic undertaken in the Agreement of January 24th, 1948. The breaches of the concessionary contract of the Société Électricité de Beyrouth and the denial of justice involved in the Lebanese Government's refusal to accept the arbitration provided for by the General Conditions are, by reason of the treaty obligations cited in this Application, violations of international law for which the Government of the Lebanese Republic must bear responsibility. The Government of the French Republic asks that the rules of international law that are applicable to the situation of its national, as set out above, should be respected, and asks for adequate reparation for the failure to observe these rules.

Having vainly resorted to diplomatic negotiations in respect of all the foregoing points, the Government of the French Republic has decided to bring its dispute with the Government of the Lebanese Republic to the International Court of Justice.

Accordingly, and subject to the subsequent presentation to the Court of a Memorial, Counter-Memorial and, in general, of any evidence or argument, and subject to any subsequent request for the indication of provisional measures of protection in accordance with Article 41 of the Statute of the Court,

PLAISE A LA COUR :

Donner acte à l'agent du Gouvernement de la République française que, pour toutes notifications et communications relatives à la présente affaire, il élit domicile au siège de l'ambassade de France à La Haye ;

Notifier la présente requête, conformément à l'article 40, alinéa 2, du Statut de la Cour, au Gouvernement de la République libanaise ;

Dire et juger, tant en l'absence que présence dudit Gouvernement et après tels délais que, sous réserve d'un accord entre les Parties, il appartiendra à la Cour de fixer :

Que les modifications apportées par voie unilatérale par le Gouvernement libanais à la situation de la Société Électricité de Beyrouth sont contraires à l'engagement pris dans l'accord du 24 janvier 1948 entre la France et le Liban ;

Que le Gouvernement libanais a ainsi manqué à l'obligation de négociation avec la Société concessionnaire assumée par lui dans l'accord du 24 janvier 1948 ;

Que le Gouvernement libanais est tenu d'entrer en négociation avec la Société Électricité de Beyrouth pour tous aménagements à la situation de celle-ci et de réparer le préjudice subi jusqu'à la date de la décision de la Cour par les mesures qui ont empêché la Société Électricité de Beyrouth de fonctionner selon les règles que le Gouvernement libanais était tenu d'observer.

L'Agent du Gouvernement
de la République française,
(Signé) André GROS.

Vu pour l'authenticité de la signature :

[Sceau du ministère
des Affaires étrangères
et signature illisible.]

MAY IT PLEASE THE COURT :

To take note that for the purpose of all notifications and communications relating to the present case, the Agent of the Government of the French Republic selects for his address for service the French Embassy at The Hague ;

To notify the present Application, in accordance with Article 40, paragraph 2, of the Statute of the Court, to the Government of the Lebanese Republic ;

To adjudge and declare, whether the Government of the Lebanese Republic appears or not, and after such time-limits as the Court may fix in the absence of an agreement between the Parties :

That the alterations of the situation of the Société Électricité de Beyrouth made unilaterally by the Lebanese Government are contrary to the undertaking given in the Agreement of January 24th, 1948, between France and Lebanon ;

That the Lebanese Government has accordingly failed to carry out the obligation to negotiate with the concessionary Company which it assumed under the Agreement of January 24th, 1948 ;

That the Lebanese Government is under an obligation to enter into negotiations with the Société Électricité de Beyrouth in respect of any modifications of its situation and to make good the damage suffered until the date of the Court's decision as the result of the measures which have prevented the Société Électricité de Beyrouth from operating according to the rules which the Lebanese Government was under an obligation to observe.

The Agent of the Government of
the French Republic,
(Signed) André GROS.

Signature certified :

[Seal of the Ministry
for Foreign Affairs
and illegible signature.]
